

## OGM : expériences de démocratie délibérative au Mali

*Terre à terre, émission du 20 mai 2006*

### Page Officielle:

[http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre\\_a\\_terre/fiche.php?diffusion\\_id=41288](http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture2/emissions/terre_a_terre/fiche.php?diffusion_id=41288)

### Page Archives:

<http://terreaterre.wv7.be/ogm-experiences-de-democratie.html>

### Transcription originale pour le site d'Etienne Chouard

### Transcription :

**Ruth Stégassy** : Intense actualité, cette semaine sur les notions de secret, de public, de dévoilement et accusations en tous genres. Dans le flux limpide et bouillonnant des informations, nous en retiendrons deux :

- Tout d'abord le procès en appel des quarante neuf faucheurs d'OGM à Orléans. Ils avaient été relaxés en première instance au motif que leur acte découlait d'un état de nécessité dû à un danger imminent. Mardi dernier, l'avocate générale a requis en appel des peines plus lourdes. C'est là qu'on en vient au débat public sur les OGM ? Non. Le dernier qui a eu lieu comme d'habitude s'est passé en catimini, sur internet.

- Deuxième épisode: cette semaine l'interpellation ce même mardi 16 Mai de Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau "sortir du nucléaire". Pendant qu'il passait une bonne grosse journée en garde à vue à Bordeaux, la DST perquisitionnait son domicile pendant cinq heures et saisissait son téléphone portable, ses deux ordinateurs personnels et un document d'EDF, classé "confidentiel défense", dans lequel il est question de la vulnérabilité de la future centrale nucléaire EPR en cas de crash d'un avion suicide. Débat public cette fois ? Non plus. La dernière fois que ce document a été évoqué il a été censuré lors du débat public organisé par la commission nationale du débat public.

Mais alors de quoi parle-t-on ce matin ? Mais de débat public, comme promis, au Mali.

**Ruth Stégassy** : Michel Pimbert, vous êtes installé en Angleterre depuis quelques années maintenant au sein d'une institution qui est mal connue en France, l'IIED.

**Michel Pimbert** : Oui. C'est cela ; depuis à peu près six-sept ans, je travaille à l'institut international pour l'environnement et le développement, à Londres. C'est un institut qui travaille sur les politiques de développement et d'environnement comme son nom l'indique.

J'y coordonne le programme agriculture durable et bio-diversité, et essentiellement nous faisons un travail avec des partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine, des groupements de paysans, des représentants de peuples indigènes mais aussi des membres de gouvernements et des ONG.

**Ruth Stégassy** : C'est un organisme national ?

**Michel Pimbert** : C'est un organisme national au vu de la loi anglaise, puisque c'est une association, mais c'est un organisme à vocation internationale qui reçoit des financements de différents gouvernements d'Europe, essentiellement des pays scandinaves, de l'Union européenne, pas tellement de pays du sud de l'Europe.

**Ruth Stégassy** : Dans lesquels vous incluez la France ?

**Michel Pimbert** : Bien sûr ! Non, l'Angleterre ne finance pas des instituts français et la France a priori ne finance pas des instituts basés en Angleterre.

**Ruth Stégassy** : On va venir sur ces questions de l'agriculture durable, mais quels sont les autres domaines couverts par l'IIED ?

**Michel Pimbert** : Alors c'est un institut qui comprend à peu près soixante douze personnes :

À peu près quarante cinq d'entre eux sont des chercheurs qui travaillent sur des questions d'aménagement du territoire, sur la gestion des forêts, des zones humides, sur la bio-diversité, sur l'agriculture.

À peu près soixante dix pour cent des chercheurs travaillent sur la gestion des ressources naturelles et des moyens d'existence.

On a également un groupe très très actif qui travaille sur les zones urbaines et leur avenir, un groupe qui travaille sur des questions de gouvernance, internationale et nationale, et enfin un autre groupe plus petit qui travaille sur le changement climatique.

Et tous ces différents programmes essayent de faire le lien entre l'environnement et le développement, en se focalisant tout d'abord sur les dynamiques locales et on remonte du local vers le national et l'international pour essayer de comprendre l'impact d'institutions, de politiques, de cadres législatifs sur la vie des gens de par le monde.

**Ruth Stégassy** : Remonter du local, quand il s'agit d'un local aussi fortement diversifié que celui auquel vous avez affaire - vous avez cité l'Asie, l'Afrique - ce n'est pas évident ; cela veut dire que vous devez construire des modèles de réflexion, d'observation, ou même de mise en pratique ?

**Michel Pimbert** : On doit surtout construire des partenariats avec des acteurs qui sont sur le terrain, soit en Inde, soit au Mali, soit au Pérou, soit en Indonésie, soit en Europe de l'est - et ça c'est très très important - des personnes ancrées dans leur réalité locale mais qui savent également que ce qui se passe au niveau national, au

niveau supra-national pèse sur leur vie et conditionne ce qu'ils peuvent faire ou ne pas faire. On vit dans un monde de plus en plus globalisé et il est important de faire ce lien entre le local et le global; qu'on touche à des questions d'environnement ou de développement. Donc, on privilégie des rapports, des relations de travail avec des acteurs locaux en prise avec des situations qu'ils connaissent bien, et on remonte en faisant des liens avec des politiques de développement et d'environnement à différents niveaux et en intégrant des expertises nécessaires pour comprendre telle ou telle facette d'un problème qui est toujours complexe et qui évolue constamment.

**Ruth Stégassy** : Alors vous allez nous donner quelques exemples pour qu'on comprenne. Est-ce que vous pourriez nous raconter... Tirer un fil comme ça... Partir d'une situation très locale et me raconter comment vous remontez ces différents échelons ?

**Michel Pimbert** : Et bien je vais vous donner un exemple tout récent: c'est le cas d'un jury citoyen qui c'est déroulé au Mali. Un jury citoyen c'est comme une conférence de consensus - comme vous l'appellez en France - et ici

**Ruth Stégassy** : Conférence de citoyens, plutôt...

**Michel Pimbert** : Ici, ce qu'on a essayé de faire c'était de rassembler un groupe de producteurs et productrices d'une région du Mali - la région de Sikasso - qui est la principale productrice du coton.

Le Mali, comme beaucoup d'autres pays d'Afrique de l'ouest, est confronté à toute la problématique des OGM, à savoir : est-ce qu'il faut des OGM chez nous ou pas ?

Et nous avons travaillé avec la société civile et le gouvernement local au Mali pour construire un processus de délibération citoyenne qui permettait à des gens ordinaires, des hommes, des femmes, de différents âges, des gros producteurs, des petits producteurs, des moyens producteurs, en association avec différents acteurs locaux, de mieux comprendre quels étaient les enjeux liés à l'utilisation des OGM, quels étaient les avantages et les désavantages.

Sikasso a été, donc, une situation locale, un microcosme, mais qui a été nourri de réflexions en provenance de différents pays du monde, puisque nous avons invité toute une série de témoins experts qui sont venus présenter le pour et le contre de l'utilisation des OGM en relation avec l'agriculture. Des témoins experts invités d'Europe, d'Afrique, d'Asie...

**Ruth Stégassy** : Qui peuvent être ces témoins experts ? Est-ce que ce sont des membres par exemple des grandes entreprises de bio-technologie qui vendent aujourd'hui des OGM ? Est-ce que ce sont des utilisateurs d'OGM ? Est-ce que ce sont des scientifiques qui travaillent sur ces questions là ?

**Michel Pimbert** : Alors, les témoins avaient des origines très diverses : certains étaient des chercheurs en biologie moléculaire, d'autres étaient des leaders paysans, d'autres encore travaillaient pour des firmes multinationales, d'autres étaient des paysans qui avaient utilisé des OGM, notamment en Inde, et qui avaient un témoignage à apporter à partager avec des paysans et des paysannes réunis dans le cadre de cet ECID - cet espace citoyen d'interpellation démocratique. Donc le principe c'est d'inviter toute une gamme de témoins experts ayant des sensibilités

différentes et des points de vue très contrastés sur une question donnée, en l'occurrence les OGM et l'industrialisation de l'agriculture.

**Ruth Stégassy** : Donc, ces gens-là défilent et font un petit laïus ? Est-ce qu'ensuite il y a discussion entre eux et les citoyens qui font partie de la conférence ? Concrètement, techniquement comment cela se passe ?

**Michel Pimbert** : Alors, chaque témoin expert présente son argumentaire pendant 25-35 minutes et, à la suite de cet argumentaire, cette personne doit accepter de répondre à toutes les questions posées par les membres du jury réuni, donc un panel de producteurs et de productrices.

Et cette période de questions-réponses peut durer jusqu'à 45 minutes, parfois une heure. De même, plus tard dans le processus, les membres du jury peuvent réinviter ce témoin expert et le ré-auditionner, lui poser des questions plus précises, fouiller un peu plus, de façon à obtenir l'information dont ils et elles ont besoin pour développer une opinion, une série de recommandations qui les satisfassent.

**Ruth Stégassy** : C'est un processus long ?

**Michel Pimbert** : C'est un processus, dans le cas de l'ECID du Mali, c'est un processus qui a duré cinq journées.

Mais cela c'est ce que l'on voit. Il y a toute la phase préparatoire, qui a duré au Mali huit-neuf mois, où il a fallu sélectionner les producteurs et les productrices sur la base de critères bien précis, inviter les témoins experts de façon que tous les points de vue contradictoires soient représentés, des points de vue franchement pour, des points de vue franchement contre et intermédiaires, sur la question des OGM et de l'avenir de l'agriculture.

**Ruth Stégassy** : Toute cette préparation, Michel Pimbert, c'est votre institut l'IIED qui s'en est chargé complètement ? Ou est-ce que vous étiez déjà basé au Mali et est-ce que les citoyens étaient déjà impliqués dans cette préparation là ?

**Michel Pimbert** : Alors, l'IIED travaille au Mali depuis plusieurs années, y compris dans la région de Sikasso. Par contre, cette initiative de l'ECID a été construite en collaboration avec des acteurs locaux, l'assemblée régionale en l'occurrence et une quinzaine d'institutions locales, et deux organismes européens: le RIBIOS - le Réseau Interdisciplinaire pour la Bio-Sécurité - basé à l'Université de Genève, et l'IIED, mon institut, basé à Londres. Les financements venaient du gouvernement suisse, via le RIBIOS et l'Université de Genève, et du gouvernement néerlandais, via l'IIED basé à Londres.

**Ruth Stégassy** : Et donc, c'est depuis le Mali que les invitations ont été lancées à tous ces experts internationaux.

**Michel Pimbert** : C'est cela. L'assemblée régionale a invité tous les témoins experts en utilisant leur papier à en-tête - c'était leur affaire, ils se sont approprié le processus - et au nom du comité de pilotage, ils ont procédé à toutes les invitations sur recommandation des membres du comité de pilotage et mure discussion. Également l'assemblée régionale a travaillé avec les responsables des communes de Sikasso pour faciliter le recrutement des membres du jury. Le seul aspect qui a

été un petit plus pris en compte par les acteurs internationaux c'a été le choix de certains membres du comité d'observateurs indépendants - c'est un comité qui a été créé pour veiller à la bonne conduite, la rigueur, la transparence et l'équité de l'ensemble du processus. Pour cela, il fallait des personnalités maliennes mais également des personnes venues d'Europe, dans un souci de pluralisme, d'avoir des regards différents sur quelque chose qui se passait à Sikasso mais qui, pourtant, avait une portée internationale.

**Ruth Stégassy** : Leur rôle c'était simplement d'observer ? Ou bien est-ce qu'ils participaient à la discussion, au questionnement ?

**Michel Pimbert** : Le rôle du comité d'observateurs indépendants était de veiller à la bonne conduite de l'ensemble du processus. Donc, ils étaient impliqués dans toute la phase préparatoire; un petit groupe du comité de pilotage les tenaient régulièrement au courant des choix méthodologiques, des décisions importantes prises, discutaient de cela avec eux, et le comité d'observateurs s'assurait qu'il n'y avait pas de biais ou de vice de forme. Lors de l'ECID proprement dit qui s'est déroulé sur cinq jours, cinq de ces personnes - il y en avait sept - cinq de ces personnes étaient avec nous, constamment, pour bien observer in situ ce qui se passait, bien voir par eux-mêmes qu'il n'y avait pas de biais, de triche.

**Ruth Stégassy** : Qui aurait pu être quoi ?

**Michel Pimbert** : Et bien, tout simplement, que des acteurs extérieurs cherchent à influencer, par exemple, les producteurs et les productrices ; on aurait pu très bien avoir des membres de l'industrie ou de la société civile venant le soir et essayant de persuader tel ou tel producteur d'adopter telle ou telle position...

**Ruth Stégassy** : Ca ne s'est pas passé ?

**Michel Pimbert** : Non ça ne s'est pas passé ; ça ne s'est pas passé, on a eu un processus très rigoureux et qui a été jugé comme étant largement équitable et transparent. Donc une expression de résistance très forte, très combative, avec un sentiment de défense de la vie très affichée, et en même temps des recommandations très constructives, très positives quant aux alternatives, formulant le souhait, une recommandation, destinée au gouvernement, aux décideurs, à la recherche publique, pour favoriser l'essor de l'agriculture biologique, des démarches en agro écologie, la valorisation des produits locaux et des marchés locaux. Et là, on rejoint toute la problématique de la souveraineté alimentaire. Elles n'ont pas parlé de souveraineté alimentaire mais la formulation de leurs recommandations et leur réflexion montraient bien ce souci de construire leurs agricultures paysannes à partir de leurs savoirs locaux, de leurs institutions locales, et de la biodiversité dont elles disposaient.

**Ruth Stégassy** : C'est très frappant, Michel Pimbert, d'entendre qu'il y a eu comme ça, unanimité, alors même qu'il y avait discussion et débat contradictoire ! Est-ce que vous avez pu repérer les arguments, les éléments qui ont été décisifs dans cette prise de décision collective, puisque vous dites quatre commissions qui chacune a délibéré séparément et qui arrivent à des résultats identiques ? Est-ce que vous avez une idée de ce qui a fait basculer ?!

**Michel Pimbert** : Les résultats ne sont pas strictement identiques d'une commission à l'autre. Je dirais qu'elles sont complémentaires. Le trait d'union, c'est le rejet des OGM. Mais les différentes commissions ont mis l'accent sur différentes choses. Par exemple la commission des moyens producteurs a beaucoup insisté sur le rôle de la recherche, a mis en garde la recherche publique de ne pas faire de travail sur les OGM parce que "nous, paysans maliens, nous ne voulons pas des OGM".

**Ruth Stégassy** : C'est-à-dire qu'on ne peut plus les utiliser comme alibi.

**Michel Pimbert** : Voilà ! Chose que fait allègrement la recherche publique depuis de nombreuses années. J'ai moi-même travaillé dans le domaine de la recherche agronomique et je connais bien ce discours d'instituts nationaux et internationaux. Et ce qui est intéressant, c'est que les paysans ont fait une analyse politique très fine qui s'est reflétée dans leurs recommandations : Ne faites pas de travail sur les OGM parce que nous, paysans, nous n'en voulons pas ! C'était très subtil et en même temps très direct, comme analyse.

D'autres commissions ont mis l'accent sur les alternatives et sur la nécessité de diversifier le modèle agricole.

Sortir du coton, (un héritage colonial de la France), une culture qui est de moins en moins rentable : les cours du coton chutent de façon abominable, et le revenu des paysans et le revenu de l'état malien diminuent. Les paysans sont de plus en plus en difficulté. Donc, que faire ? Diversification, sésame et autres cultures biologiques. Donc, des propositions.

D'autres commissions étaient plus préoccupées par les questions éthiques. Par exemple, émettant l'idée qu'il n'est pas bon sur le plan éthique et culturel et spirituel, de mélanger des gènes de plantes et d'animaux. On est dans une société musulmane mais avec un fond animiste et l'idée de transformer la mère nourricière - Prayamachi - qui est le nom utilisé au Mali pour décrire les OGM interpelle beaucoup et dérange beaucoup les paysans.

D'autres commissions ont mis l'accent sur le problème des semences et la perte de contrôle sur le premier maillon de la chaîne alimentaire par le biais des brevets sur les semences. Donc, il y avait tout un ensemble de recommandations et, globalement, c'était un verdict très très riche. Le trait d'union, comme je le disais, c'était le rejet sur les OGM, mais l'accent et l'articulation de ces recommandations étaient très distincts d'une commission à l'autre.

On a enregistré tous les débats parce qu'une des précautions méthodologiques que l'on a adoptée et qu'on adopte toujours dans des cas comme ça, c'est de constituer des archives audio et des archives vidéo de façon à permettre à des tierces personnes qui contesteraient l'issue de l'ECID, ou qui contesteraient la crédibilité du processus, permettrait à cette personne d'écouter les bandes audio, de visionner les bandes vidéo et de se faire sa propre idée sur ce qui c'est passé en réalité.

**Ruth Stégassy** : Tout ce processus d'une extrême richesse, Michel Pimbert, ne peut pas, en France, nous laisser indifférents puisque nous avons eu un certain nombre de conférences de citoyens, en effet, comme vous le disiez. La question que ça pose, est celle de l'articulation avec le politique.

C'est-à-dire que vous avez bien dit dès le départ de l'entretien, que c'était une démarche qui partait du local pour aller vers le plus global, vers le plus large, national, international.

Est-ce que vous avez le sentiment que cette conférence-là, l'ECID sera entendue davantage que ne sont entendues en France les conférences de citoyens, qu'elles concernent les OGM, le nucléaire, et qui ne sont pas prises en compte. C'est-à-dire que le processus bute sur le refus du politique de le prendre en compte.

**Michel Pimbert :** Ca, c'est la grande question. L'ECID de Sikasso a eu lieu il y a trois mois. Il s'est déroulé la dernière semaine de janvier 2006. Donc il est un peu tôt pour en tirer des conclusions quant à l'impact politique de cet ECID.

Néanmoins, trois mois après, ce qu'on peut dire, c'est que, pour beaucoup, cet ECID a été une formidable expérience pour la démocratie malienne, une avancée. Ça a vraiment été perçu comme ça et célébré de cette façon là, et je crois que ça donne des béquilles à l'imagination sociale de beaucoup de gens. Et pas seulement des maliens : plusieurs témoins experts un français - un paysan français de la Confédération paysanne invité comme témoin expert - ainsi qu'un journaliste suisse sont repartis chez eux en disant : « Les maliens ont des formidables leçons de démocratie à nous donner, nous, français et nous, suisses ».

Pour vous dire quel était l'impact de ce processus en termes de bouffée d'oxygène de démocratie et de citoyenneté. Sur le plan politique, ce que l'on sait aujourd'hui, c'est que le gouvernement central, le gouvernement de Bamako, a été très ébranlé par l'issue de l'ECID, il ne s'y attendait pas, et, disons que ce verdict citoyen arrive au mauvais moment pour le gouvernement du Mali puisque une partie de ce gouvernement aimerait introduire une législation permettant l'expérimentation en pleins champs avec les OGM.

Or, l'ECID, grâce aux médias, des gens de votre profession, a fait tellement de bruit au Mali à un moment qui se situait entre le Forum Social de Bamako et une grande réunion de la F.A.O qui discutait de l'alimentation et de l'agriculture pour toute l'Afrique, et on me dit que l'ECID a plané sur toute cette conférence de la F.A.O, puisque les médias répercutaient encore les voix des paysans et des paysannes, alors que dans la salle où se réunissaient la F.A.O et les représentants du gouvernement, il était question de biotechnologies modernes pour pallier à la faim et améliorer les chances de développement de l'Afrique, les paysans et les paysannes maliens disent "nous on n'en veut pas, on a d'autres solutions et on aimerait que la recherche et les politiques se pensent sur ces solutions là.

**Ruth Stégassy :** Et leur voix traverse les murs épais de la F.A.O ?

**Michel Pimbert :** On ne sait pas encore. Ça fait trois mois que cette affaire a eu lieu. Ce qu'on propose de faire avec les partenaires maliens, c'est maintenant d'accompagner un processus de restitution, et de construction de solidarités et de coalitions à différents niveaux. Au niveau local, mais également au niveau national.

Par exemple, on va appuyer l'Assemblée Régionale, donc le gouvernement local, pour faire en sorte qu'une restitution adéquate soit menée au niveau du Haut Conseil des Collectivités Locales et ensuite au niveau de l'Assemblée Nationale. Et l'Assemblée Régionale, le gouvernement local, souhaite répercuter les voix de leurs élus au niveau national. Ils veulent jouer ce rôle, et on s'est engagés à les aider, à les appuyer, sans les remplacer puisque c'est leur rôle politique. Ils sont mandatés par le peuple pour faire cela, mais on va leur donner un appui logistique, un appui en termes de ressources pour faire en sorte que ça se fasse.

Quel est l'impact, maintenant, sur d'autres acteurs très présents sur la scène malienne et la scène de l'Afrique de l'Ouest, notamment U.S.I.D. qui a pour mandat

d'introduire les OGM en Afrique, c'est sur leur site internet, ça fait partie de leur mandat, U.S.I.D finance beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest actuellement et est très présent dans la formulation des textes pour la biosécurité, la gestion des semences, et l'orientation des programmes de recherche.

De même les firmes comme Monsanto ou les branches philanthropiques de firmes telles que la fondation Syngenta sont très actives dans l'orientation des grandes options agro-alimentaires du Mali et de l'Afrique de l'Ouest. Les enjeux sont énormes, le marché potentiel des semences est considérable dans toute l'Afrique. Donc, on se doute que ces entreprises ne vont pas lâcher le morceau puisqu'elles fonctionnent suivant une logique de profit, elles doivent satisfaire leurs actionnaires. On ne sait pas encore quelle va être leur réaction, comment ces firmes vont se positionner par rapport à l'issue de ce jury citoyen.

C'était un modèle unique, une pensée unique appliquée au développement de l'Andrapradesh. Et, étant donné que le gouvernement britannique était impliqué, que la Banque Mondiale était impliquée, il fallait une réponse internationale. Cinq organisations se sont combinées, se sont jointes, pour structurer un processus de jurys citoyens : ateliers scénario du futur pour réfléchir sur l'avenir des politiques agro-alimentaires de l'état d'Andrapradesh.

On a préparé trois scénarios du futur : Vision 2020. Un deuxième scénario qui visait à miser sur l'avantage comparatif de l'Andrapradesh : productions biologiques, mais en vue de l'exportation, chose que beaucoup de supermarchés cherchent actuellement. Beaucoup de supermarchés, en occident souhaitent obtenir à plus bas prix les productions biologiques d'Argentine, du Chili, de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines ou de l'Afrique. Il y a également une réflexion au niveau de l'OMC et de l'OUMFAD qui va dans ce sens, donc c'est un scénario tout à fait plausible.

Et le troisième scénario était un scénario qui était beaucoup plus calqué sur les principes de développement gandhiens de développement endogène, fondé sur l'exploitation des ressources locales, des savoirs locaux, des institutions locales et des agricultures paysannes. On a invité un ensemble de témoins experts pour arguer en faveur ou contre ces différents scénarios.

Le jury était composé essentiellement de petits paysans. On avait pris le parti d'inclure des petits paysans dans une situation démographique où, précisément, la majorité des paysans sont des petits paysans, la majorité sont des femmes. Donc, ce jury était composé aux deux tiers de femmes. C'était important d'entendre leurs voix. Les membres de ce jury ont été absolument fantastiques dans leurs discussions, leurs questionnements des présentations des experts. Ils ont montré une capacité d'analyse, de réflexion et de bon sens paysan remarquables. Ils ont pu faire le tri entre des arguments vrais et des arguments qui étaient plutôt des artifices, ont pu toujours poser les questions justes.

Donc, là aussi, ça a été un processus citoyen assez exemplaire, assez stimulant qui ouvre les yeux sur les possibilités qu'ont Monsieur-et-Madame-Tout-Le-Monde, de réfléchir sur des questions complexes. Ce ne sont pas des questions qui sont l'apanage d'experts, de technocrates. C'est ce qu'on nous fait croire, mais en fait, les citoyens et les citoyennes, dans un contexte donné, dans un cadre qui les soutient, où ils ont du temps, peuvent réfléchir, peuvent délibérer, et peuvent développer des recommandations et des politiques qui sont tout à fait honorables et, qui plus est, reflètent bien plus leurs aspirations et leur désir de vie.

**Ruth Stégassy** : Oui mais là je vous repose la question, Michel Pimbert : avec le recul, qu'est-ce que c'est devenu ces voix extraordinaires de ces femmes, de ces



petits paysans, face à des projets, à des enjeux, qui étaient colossaux, vous le disiez vous-même ?

**Michel Pimbert** : Il s'est passé plusieurs choses. C'était la première fois qu'on organisait un tel événement en Inde, et je crois que c'était la première fois que l'on organisait quelque chose comme ça sur le plan international. Donc, l'événement en lui-même a eu un impact, et beaucoup de gens se sont positionnés par rapport à ça, certains en faveur, d'autres très critiques.

**Ruth Stégassy** : Beaucoup de gens, c'est-à-dire ?

**Michel Pimbert** : Oh, des gens ... des bailleurs de fonds, des chercheurs en sciences sociales, des gens qui s'occupent de politique d'environnement et de développement. Je crois que quelque part le processus renversait la donne habituelle, en ce sens qu'il accordait une large place aux analyses, aux priorités, aux savoirs, de gens ordinaires, pour réfléchir sur des questions qui sont, d'ordinaire, l'apanage d'experts. Je crois que ça c'était une première réaction. Une deuxième réaction c'est que, tout simplement, ce verdict populaire a renforcé les agissements, le poids, les convictions, de la société civile en Andhra Pradesh qui luttait contre ce projet de vision 2020...

**Ruth Stégassy** : Est-ce que là encore - pardon, je vous interromps mais - est-ce que là encore vous aviez imaginé un dispositif qui permettait que les discussions au sein du jury soient répercutés sur l'ensemble de la région ?

**Michel Pimbert** : On n'a pas été aussi novateurs qu'au Mali ; on apprend au fur et à mesure. Par contre, nous avons réalisé plusieurs films en Andhra Pradesh ; on a également impliqué la radio et la télévision. La télévision était très présente, avec des équipes de télévision nationale qui sont venues non pas une fois mais trois fois sur une période de six jours, et on a pu relayer de cette façon-là à la fois le contenu des débats et le contenu du verdict citoyen. Mais l'impact s'est également fait sentir au niveau de la société civile qui se bagarrait contre ce projet de vision 2020, et les tractations avec le gouvernement ont continué un certain temps.

Ce gouvernement a fait l'erreur de vraiment privilégier les populations urbaines et peu à peu la population rurale en Andhra Pradesh a vraiment compris que la politique mise en avant par le gouvernement de Djandropabonaïdou, c'est ainsi qu'il s'appelait, était une politique pour les riches, une politique pour les gens qui vivaient dans les villes et pas pour la société rurale. Et au moment des élections en Andhra Pradesh, Djandropabonaïdou a été sorti par un vote populaire massif, et c'est sans doute un record en Inde et en Andhra Pradesh en particulier. On est en plein dans la démocratie.

Donc, on pense que le Prajartirpu - le projet citoyen qu'on a organisé - a participé à la défaite du gouvernement de Djandropabonaïdou, du gouvernement d'Andhra Pradesh. Enfin, je crois qu'il y a eu une autre conséquence, un autre impact, c'est au niveau des institutions internationales et de l'aide britannique. La nouvelle comme quoi le gouvernement britannique finançait un tel projet, par le biais de contributions directes au budget de l'État d'Andhra Pradesh, a été très mal perçue et vécue par les citoyens et les citoyennes en Angleterre. À l'époque, la patronne, le ministre de la coopération, a reçu quelque chose comme 350 ou 400 lettres de son électorat

questionnant son choix ou le choix de son ministère quant au financement du projet 2020.

Les journalistes ont fait leur travail en Angleterre et ça a suscité un certain débat ; les membres du Parlement ont également posé des questions au gouvernement, et je crois que le gouvernement britannique - le gouvernement de Monsieur Blair - a été un peu mis à mal, pas très content du tout...

Bon, pour abréger une longue histoire, on sait que une des conséquences du Prajartirpu, ce jury citoyen, a été une enquête, un audit sur l'impact de l'aide britannique en Inde, et notamment en Andhra Pradesh. Il y avait d'autres facteurs, mais, certainement, le bruit suscité par cette affaire et l'implication du gouvernement britannique dans le projet vision 2020 - et donc l'ouverture de marchés pour des firmes, la dérégulation, une donne néo-libérale pour le développement et la gestion de l'environnement - a suscité suffisamment d'émoi à la fois dans la société et au niveau des élus, des membres du Parlement, que cela a conduit à un audit sur l'impact de l'aide britannique en Andhra Pradesh.

**Ruth Stégassy :** En bref, Michel Pimbert, c'est un succès éclatant ? C'est-à-dire : vous avez réussi à éviter le pire et à endiguer le déplacement de millions de paysans ?

**Michel Pimbert :** Ah, ça serait bien de pouvoir dire cela. On a eu un succès ; une bataille a été gagnée ; le gouvernement de Djanjopabonaïdou, comme je vous le disais, a été éjecté, et éjecté est vraiment le terme : c'est une défaite massive et un nouveau gouvernement a pris sa place. Au cours de la première année de ce nouveau gouvernement, effectivement, le discours vis-à-vis du monde rural était beaucoup plus positif ; le gouvernement a compris que si le monde rural était négligé il courait à sa perte tout comme le gouvernement précédent. Mais ce que je sais aujourd'hui de la situation en Andhra Pradesh, c'est que la marche forcée vers la libéralisation, y compris du secteur agricole et alimentaire, va de bon train.

L'Andhra Pradesh est un État très bien pourvu en ressources naturelles, avec une infrastructure bonne, et le secteur agricole est perçu comme étant une ressource géo-politique importante. Donc, les firmes sont très présentes, les conseillers... Pouvoir contrôler et canaliser l'utilisation des ressources agro-alimentaires de l'Andhra Pradesh est un enjeu important pour de nombreux puissants de ce monde et, là-dessus, le jury citoyen que nous avons organisé n'a pas eu d'effet.

Il a participé à la construction d'une résistance citoyenne mais il faudra bien plus pour éviter le pire. Les pressions sont très fortes pour adopter ce modèle que l'on voit un petit peu partout, à savoir que les paysans n'ont plus de place dans nos sociétés, ils doivent être à la ville, et que il n'y a pas d'avenir dans le monde rural.

Ce mythe est perpétué un peu partout, et il est mis en place actuellement au niveau de l'Andhra Pradesh. Donc, il y a encore beaucoup à faire et les partenaires avec lesquels nous travaillons sur des questions de souveraineté alimentaire se penchent beaucoup sur cette question et essaient de réfléchir à des formes de résistance et des alternatives, parfois en faisant des alliances avec des membres du gouvernement ou des actions qui impliquent des mouvements de peuple indigène ou des organisations paysannes.

Donc, il serait faux de dire que le jury citoyen - le Prajartirpu, comme on l'a appelé - a permis de sauver la mise et de permettre aux gens de vivre la vie qu'ils souhaitent vivre.

**Ruth Stégassy** : Il faut encore cultiver l'imaginaire politique ?

**Michel Pimbert** : Oui, tout à fait. Peut-être que c'est ça la force ou l'aspect positif le plus fort de ces processus délibératoires, ces processus citoyens, c'est que l'imaginaire politique est vraiment stimulé. Comme je le disais tout à l'heure, ça donne vraiment des béquilles à l'imagination sociale. Les gens se disent : mais oui, on peut être citoyens, on peut avoir une emprise sur la vie, pourquoi pas, pourquoi est-ce qu'on ne pourrait pas décider ? Et donc, l'enjeu c'est de réfléchir aux modalités, aux méthodologies, qui peuvent être employées mais également à la réorganisation de la société qui est nécessaire pour permettre aux citoyens de s'occuper des affaires de la cité.

Et je crois que ça, c'est un aspect très important qui est récurrent dans tous ces processus de citoyenneté et de reconquête de la démocratie, parce que c'est ça dont il s'agit à un moment où les décisions dans tous les domaines - la santé, la recherche, l'aménagement de la ville, l'alimentation, l'agriculture - toutes ces décisions sont prises par des instances de plus en plus opaques et éloignées de monsieur et madame tout-le-monde ou du citoyen et de la citoyenne.